

# **Pour une politique budgétaire revue et corrigée**

**par Philippe Defeyt**

*REHNam – 19 février 2026*

Commençons par les banalités d'usage, du genre :

*Ah si l'État (au sens large) était géré en bon père de famille !*

On peut y ajouter un autre radotage :

*Dans une famille on ne dépense pas plus que ce qu'on a... !*

**3 fois simpliste** ; enfin plus ou moins simpliste

- Heureusement que les ménages dépensent plus que ce qu'ils ont comme revenus.
- L'État peut prélever des recettes pour rembourser ses dettes (ou en tout cas payer les intérêts de celle-ci...).
- Enfin, **si** l'argent est bien utilisé, de la dette peut contribuer à l'activité économique et idéalement se rembourser elle-même ; c'était l'argument pour emprunter pour les autoroutes. On peut aussi combler un trou provisoire (Covid).

Le « Si » est ici important...

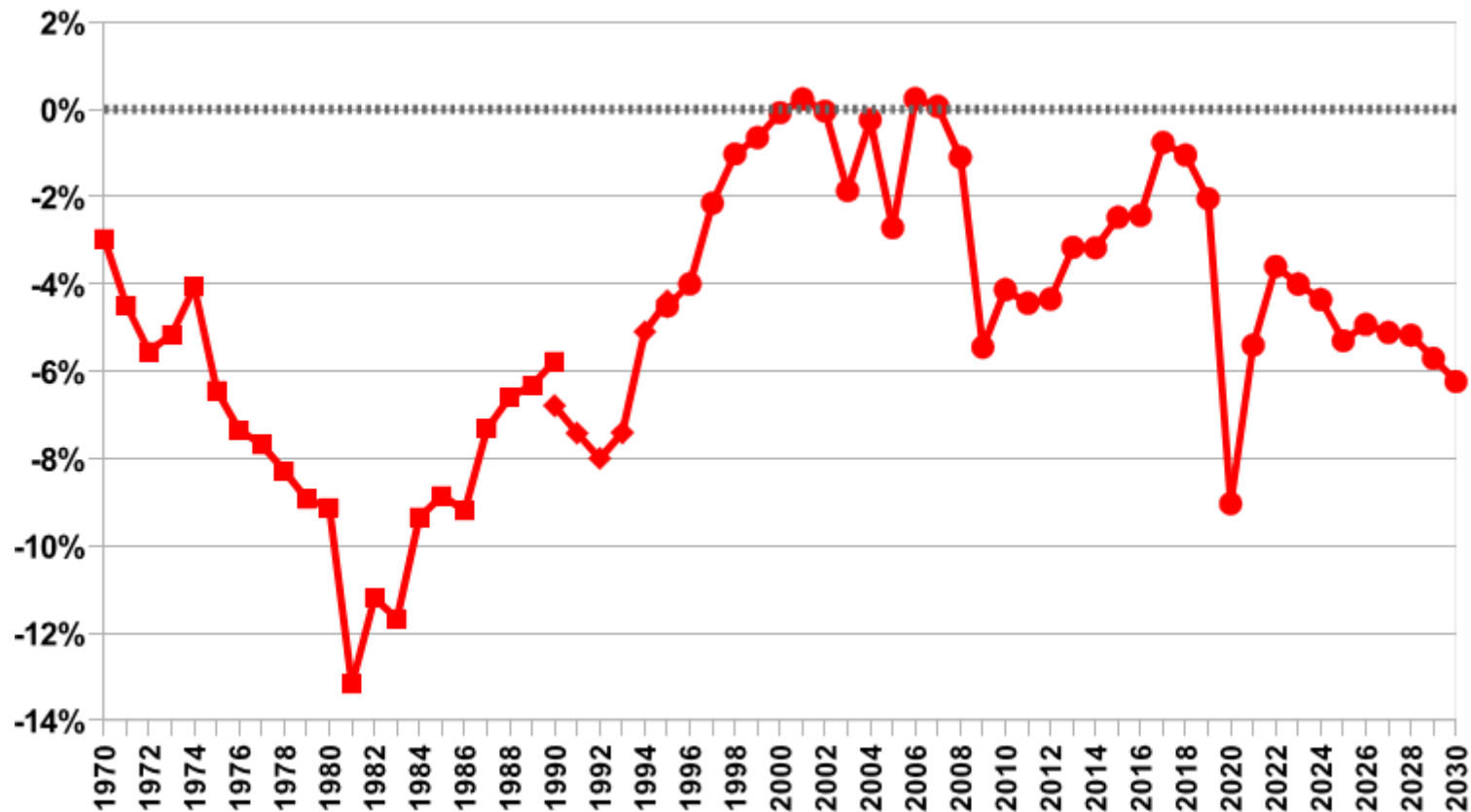
Il n'empêche, l'argument vaut par exemple pour les investissements énergétiques.

Tant qu'on y est à déconstruire, dans les faits la dette publique est "perpétuelle" ! On ne la rembourse jamais.

- Pour qu'elle diminue, il faudrait que l'État puisse "épargner" (moins de dépenses que de recettes) ; c'est exceptionnel (comme on va le voir).
- Au plus il y a de l'inflation ou de la croissance, au moins elle pèse.
- Dans les faits, on emprunte chaque année pour rembourser et réemprunter (aux mêmes...).

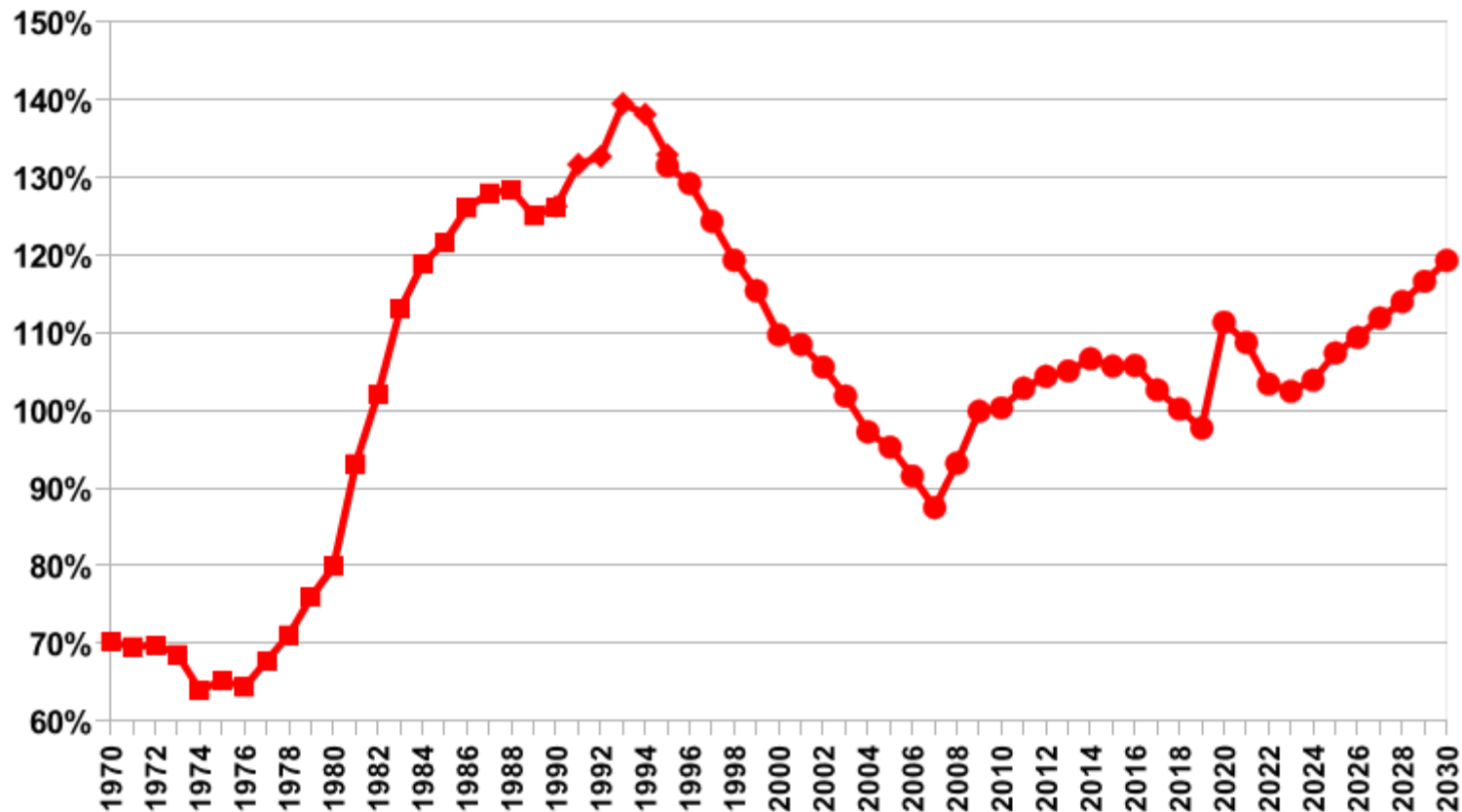
Autre banalité : chaque belge est endetté à concurrence de 46.541 € ; oui, c'est vrai, mais...

Revenons à l'actualité récente. On a d'abord réussi à faire croire que l'effort à faire était historiquement exceptionnel.

**Déficit en % du PIB**

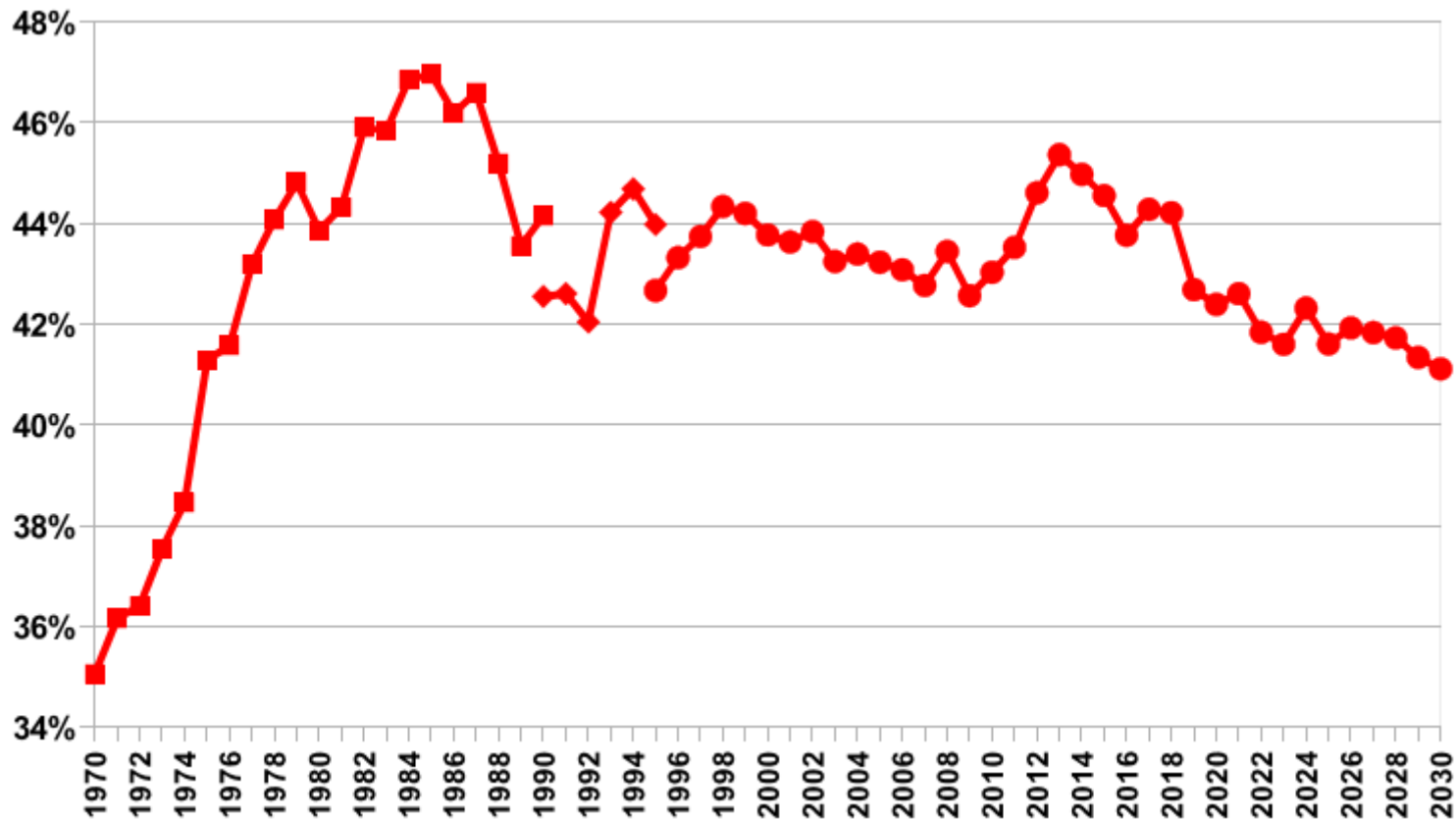
La dette n'est pas non plus, loin s'en faut, à son maximum historique.

**Dette publique en % du PIB**



Autre enfumage : l'État taxe à 50% (j'ai même entendu GLB parler de 55%, dans une confusion confondante entre dépenses publiques, recettes publiques totales et recettes (para)fiscales...).

**Recettes (para)fiscales en % du PIB**



Derrière cette évolution il y a de multiples baisses organisées, voulues : bonus à l'emploi et bonus fiscal, baisses de cotisations patronales, sociétés de management, rémunérations alternatives, flexi-jobs, jobs étudiants, etc.

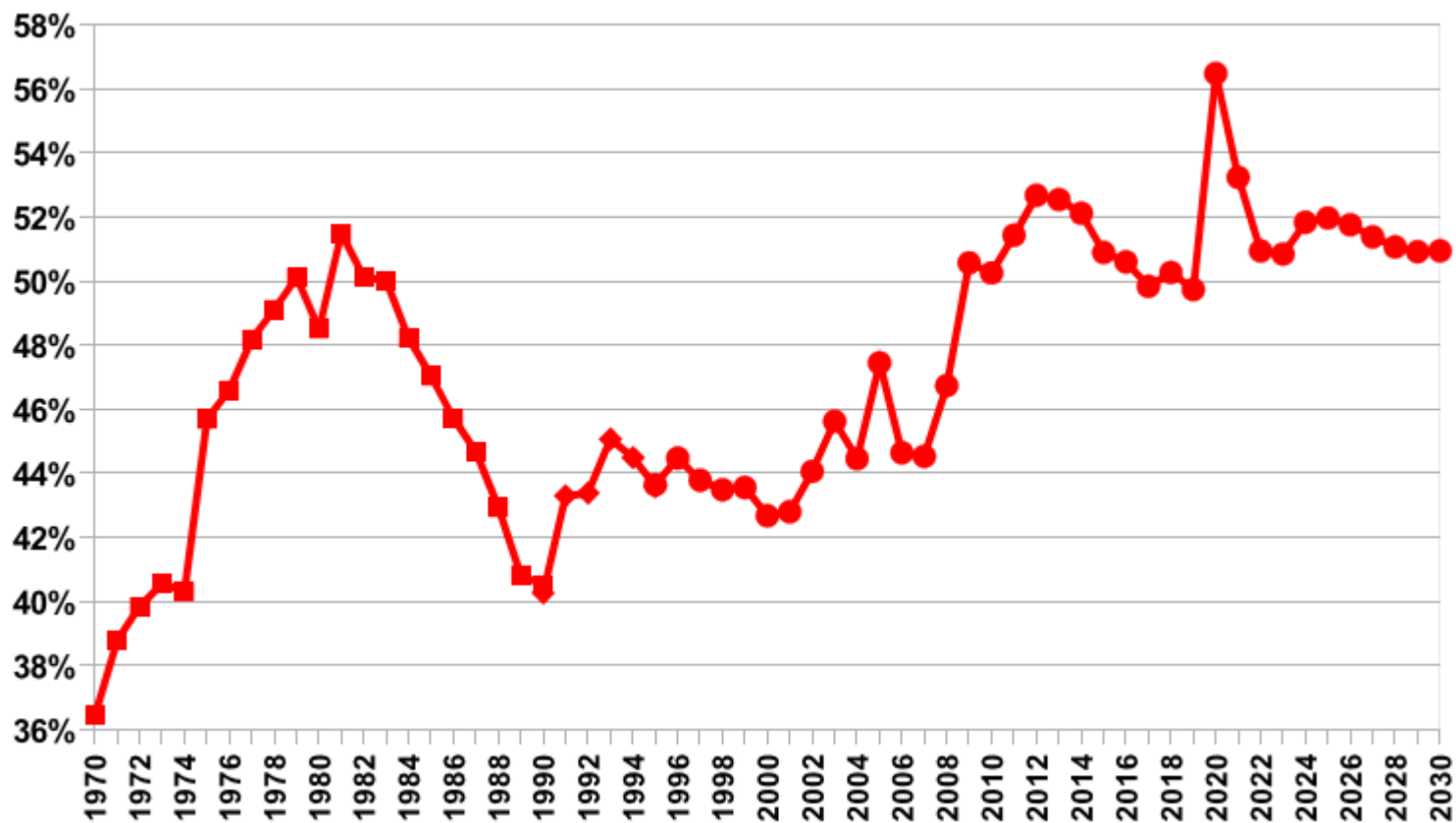
Toutes ces baisses sont-elles opportunes ?

En outre, le « poids » fiscal est une notion mouvante !

Illustration : faire glisser les allocations familiales sous forme de réductions fiscales – tout en maintenant le même niveau d'aides aux familles avec enfants – ferait baisser la pression (para)fiscale de 1,3% du PIB !

Voilà pour le volet recettes.

## Et les dépenses ?

**Dépenses publiques (hors intérêts) en % du PIB**

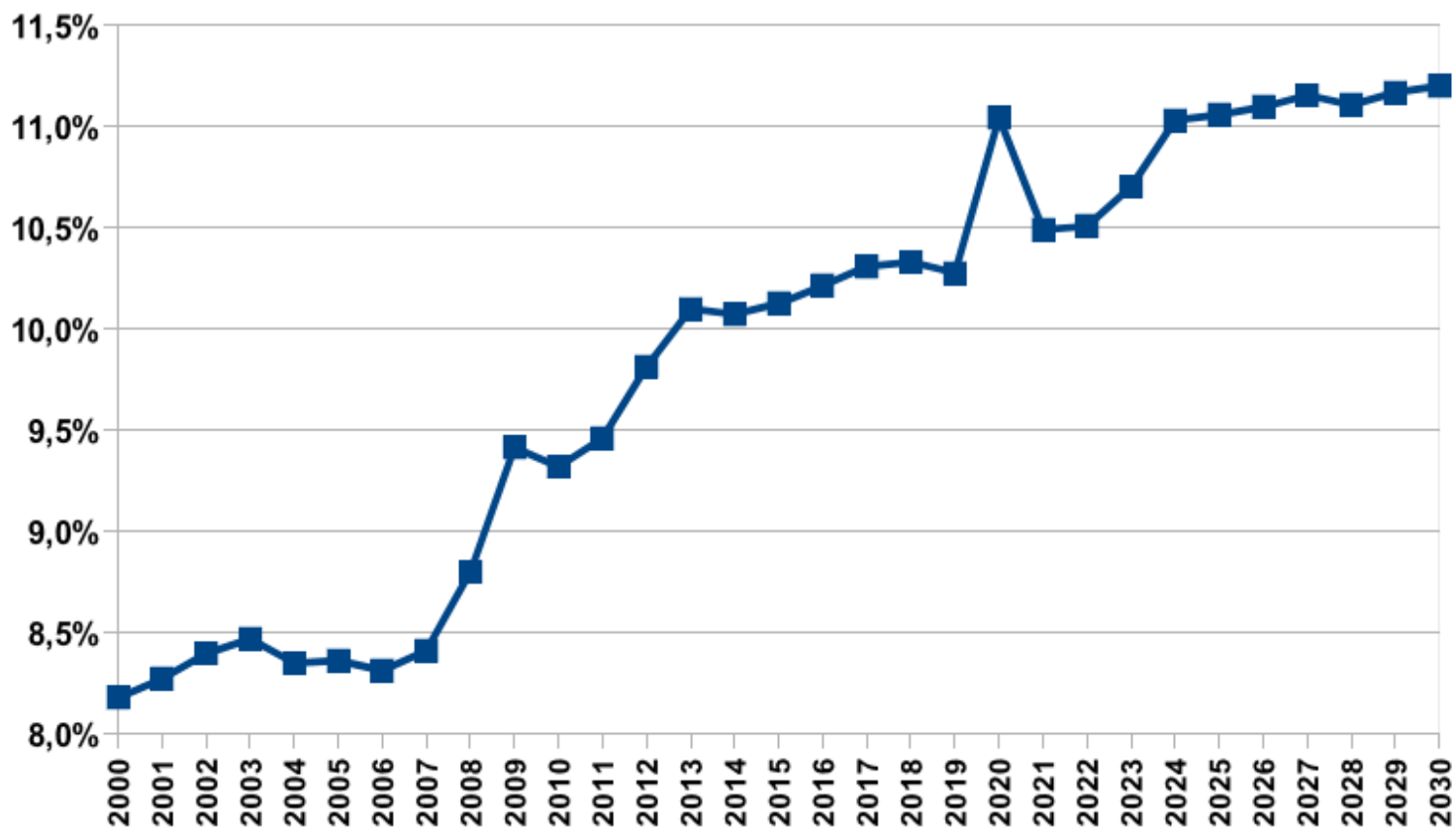


Et là on est on cœur de la réflexion.

En effet, les dépenses publiques sont orientées à la hausse depuis fort longtemps :

- le progrès social et les attentes qu'il génère : santé, AF, pensions, etc.
- d'autres attentes croissantes : enseignement, culture, infrastructures, services météo...
- les externalités négatives mises à charge de la collectivité (ex : pollutions > impacts sur la santé)
- la complexification d'une société qui se diversifie
- et encore ? les guerres : sauts quantitatifs.

**Pensions en % du PIB**



Si on se projette, les besoins continuent d'**augmenter**

- pensions (même si des efforts ont déjà été faits)
- santé (l'impact le plus grand vient des progrès médicaux, pas du vieillissement)
- défense
- soins et services à domicile
- les politiques insuffisamment dotées aujourd'hui
- les dégâts écologiques

et quelques dépenses vont (toutes choses égales par ailleurs) **baisser**

- enseignement
- petite enfance
- allocations familiales.

Quelle posture adopter ? :

- pas surestimer le problème de la dette, qui est d'abord une question d'intérêts
- pas de fatalité ; l'Arizona vient de le montrer à propos des pensions
- où est le problème si demain on consacre d'avantage de moyens pour les soins de santé, pour autant que le choix et ses conséquences soient assumés ?
- il y a une grande demande de justice sociale, et en même temps un ras-le-bol fiscal qu'il faut voir et, probablement, accepter...
- il y a aussi une demande de transparence, de compréhension et de simplification
- il faut revoir les diagnostics (ex : soins de santé)

- bien anticiper les impacts du vieillissement sur diverses demandes
- pièges à l'emploi
- il faut une autre vision, plus large, plus bousculante pour construire un nouveau consensus, durable ; il faut commencer par des réformes structurelles plutôt que de « faire des économies ».

Voici la mienne.

## **1. On fera passer la « charge » du contribuable au consommateur**

- routes et autoroutes
- certaines dépenses de santé
- pour partie l'enseignement supérieur
- recours massif aux forces de l'ordre pour des événements à risque

## **2. On simplifiera le paysage institutionnel**

- pourquoi 262 communes, 5 provinces et autant de fiscalités ?
- pourquoi plusieurs réseaux officiels ? ; pourquoi des écoles primaires communales ?
- pourquoi des AF (régionales) et des réductions fiscales pour enfants à charge ?

## **3. On tiendra compte de tous les revenus pour déterminer qui a droit à des aides sociales ou autres**

## **4. Les soins de santé seront financés par tous les revenus**

## **5. Les allocations de chômage, les indemnités et les pensions seront à nouveau étroitement liées aux cotisations versées ; les cotisations seront plafonnées comme le sont les allocations**

**6. Toutes les rémunérations contribueront d'égale manière au financement de la politique des revenus ; tous les statuts salariaux seront mis sur le même pied**

- un seul salaire mensuel
- les flexi-jobs, extras, jobs étudiants contribueront aussi

**7. On mettra en place un IPP plus simple, plus juste, plus efficient et plus respectueux des choix individuels**

- la fin de toutes les niches
- progressivité atténuée en bas de l'échelle des revenus
- suppression des sociétés de management
- etc.

**8. La lutte contre les pièges à l'emploi sera amplifiée et étendue aux impacts sur les ménages**

**9. La prise en compte de personnes "à charge" sera harmonisée**

**10. On confiera la perception des prélèvements obligatoires à un seul organisme**

**11. On mettra sur pied une assurance-autonomie**

Et d'autres mesures bien sûr.



Au total une politique

- plus responsabilisante
- plus juste
- plus lisible
- plus simple
- plus légitime
- garante de la cohésion sociale,
- utilisant au mieux les outils de la sécurité sociale et ceux la fiscalité,
- avec un assainissement budgétaire à la clé si nécessaire.

En tout état de cause, ces propositions

- créent des marges de manœuvre budgétaires
- dégagent des curseurs plus nombreux et de plus grande amplitude.

*Merci pour votre attention*